

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/NGBT/W/12/Add.6/Rev.1

4 avril 1996

(96-1268)

**Groupe de négociation sur les
télécommunications de base**

Original: anglais

COMMUNICATION DE L'AUSTRALIE

Projet d'offre sur les télécommunications de base

Révision

La communication ci-après est distribuée aux membres du Groupe de négociation sur les télécommunications de base à la demande de l'Australie.

La présente offre est faite sous réserve que des engagements initiaux satisfaisants soient reçus d'autres participants aux négociations. Le gouvernement australien se réserve le droit de retirer, de modifier ou de réduire cette offre, en tout ou en partie, à tout moment d'ici à avril 1996 si des offres satisfaisantes ne sont pas présentées par les partenaires de l'Australie participant aux négociations. En outre, l'Australie se réserve le droit d'y apporter des modifications et des corrections de caractère technique.

AUSTRALIE - PROJET D'OFFRE

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques			
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
2. SERVICES DE COMMUNICATION			
C. <u>Services de télécommunication</u>			
Couvrent les sous-secteurs ci-après de la Classification sectorielle des services			
a) Services de téléphone (7521)	1) Néant	1) Néant	[L'Australie est prête à envisager des engagements sur des principes réglementaires à adopter, sous réserve que des offres d'engagements satisfaisants sur ces principes soient faites par d'autres partenaires participant aux négociations.]
b) Services de transmission de données avec commutation par paquets (7523**)	2) Néant	2) Néant	
	3) Fourniture primaire de services par satellite limitée à deux fournisseurs de services (exploitants généraux titulaires d'une licence) jusqu'au 30 juin 1997.	3) Néant	
c) Services de transmission de données avec commutation de circuits (7523**)	Fourniture primaire de services publics mobiles cellulaires de télécommunication limitée à trois fournisseurs de services (exploitants de services mobiles titulaires d'une licence) jusqu'au 30 juin 1997.		
d) Services de télex (7523**)			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
e) Services de télégraphe (7522)	De nouveaux arrangements seront d'application à compter du 1er juillet 1997.		
f) Services de télécopie (7521** + 7529**)	Participation majoritaire australienne obligatoire au capital du deuxième exploitant général titulaire d'une licence et du capital des deuxième et troisième exploitants de services mobiles titulaires d'une licence. Le premier exploitant général titulaire d'une licence est contrôlé par l'Etat. Le cas échéant, la Loi de 1992 sur les services de diffusion s'applique aux autres fournisseurs de services. De nouveaux arrangements seront d'application à compter du 1er juillet 1997.		
g) Services par circuits loués privés (7522** + 7523)	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
o) Autres services Services cellulaires numériques (75213*) Services de radiorecherche (75291) Services de communication personnelle (75213*) Services sur systèmes multicanaux (7523**, 75213*) Services mobiles pour données (7523**)	Le nombre de fournisseurs de services peut être limité en fonction des possibilités offertes par le spectre de fréquences.			

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques

Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels
<p>Autres services de terminaison ou d'interconnexion</p> <p>(Services fournis par un fournisseur de services qui achemine ou fait aboutir un appel téléphonique pour le compte d'un autre fournisseur de services)</p>	<p>1) & 2) L'autorité réglementaire peut demander à un exploitant général titulaire d'une licence de conclure avec un exploitant étranger un accord qui pourrait limiter la quantité de trafic envoyée par l'exploitant étranger à des exploitants titulaires d'une licence en Australie. Une telle instruction ne serait donnée que lorsqu'il y a abus de position de force sur le marché par l'exploitant étranger.</p> <p>L'autorité réglementaire peut demander à un exploitant général titulaire d'une licence de conclure avec un exploitant étranger un accord qui pourrait fixer les prix en fonction de la fourniture de services de terminaison/d'interconnexion. Une telle instruction ne serait donnée que lorsqu'il y a abus de position de force sur le marché par l'exploitant étranger.</p>	<p>1) Néant</p> <p>2) Néant</p>	

Modes de fourniture: 1) Fourniture transfrontières 2) Consommation à l'étranger 3) Présence commerciale 4) Présence de personnes physiques				
Secteur ou sous-secteur	Limitations concernant l'accès aux marchés	Limitations concernant le traitement national	Engagements additionnels	
	<p>L'autorité réglementaire peut déclarer qu'un service public international de télécommunication fourni par un fournisseur de services autre qu'un exploitant général titulaire d'une licence, et qui est interconnecté aux deux extrémités à des réseaux publics commutés, est un service non autorisé, si elle juge qu'il n'est pas d'intérêt général. En pareil cas, l'autorité réglementaire peut faire en sorte que le service ne soit plus interconnecté à l'extrémité australienne.</p>			
	<p>3) Comme pour les sous-secteurs a) à g) ci-dessus; en outre, l'autorité réglementaire peut déclarer qu'un service public international de télécommunication fourni par un fournisseur de services autre qu'un exploitant général titulaire d'une licence, et qui est interconnecté aux deux extrémités à des réseaux publics commutés, est un service non autorisé si elle juge qu'il n'est pas d'intérêt général. En pareil cas, l'autorité réglementaire peut faire en sorte que le service ne soit plus interconnecté à l'extrémité australienne.</p>	<p>3) Néant</p>		
	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>	<p>4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"</p>		

NOTE RELATIVE A LA LISTE - SERVICES DE
TELECOMMUNICATIONS DE BASE

a) Licences

Un "exploitant général" est un fournisseur de services qui dispose de droits exclusifs pour l'installation ou la maintenance de liaisons de ligne réservées et pour la fourniture primaire de services par satellite. Seuls deux exploitants généraux se verront accorder une licence jusqu'au 30 juin 1997. Un exploitant de services mobiles dispose d'un droit exclusif pour la fourniture primaire de services mobiles cellulaires. Seuls trois exploitants de services mobiles se verront accorder une licence jusqu'au 30 juin 1997. De nouveaux arrangements seront d'application après le 1er juillet 1997.

Les services fournis par des fournisseurs de services autres que des exploitants généraux titulaires d'une licence doivent être fournis conformément aux licences par catégorie qui sont délivrées et administrées par AUSTEL. Aucune restriction n'est appliquée dans la pratique à la fourniture de services au moyen de capacités louées à un exploitant général ou à un exploitant de services mobiles titulaires d'une licence, y compris les services téléphoniques commutés interconnectés au réseau téléphonique public commuté (RTPC).

Les services internationaux fournis conformément à la Licence pour la catégorie des fournisseurs de services internationaux sont autorisés, sauf si l'autorité réglementaire indépendante juge que le service en question "n'est pas d'intérêt général". Si l'autorité réglementaire juge que le service "n'est pas d'intérêt général", elle peut déclarer qu'il est non autorisé. En pareil cas, elle peut faire en sorte qu'il ne soit plus connecté à l'extrémité australienne. Conformément à la licence, dans certaines circonstances, les revendeurs sont tenus de se faire enregistrer auprès de l'autorité réglementaire lorsque, par exemple, ils ont l'intention de fournir des services internationaux interconnectés au RTPC aux deux extrémités. Il s'agit d'une procédure de notification et non d'une procédure d'approbation.

La Licence pour la catégorie des fournisseurs de services internationaux autorise exceptionnellement la fourniture de services au moyen d'installations à partir de sources autres que les exploitants généraux titulaires d'une licence. Dans ce cas, les services fournis ne peuvent être connectés au réseau public commuté qu'à une extrémité.

b) Interconnexion

Les exploitants généraux et les exploitants de services mobiles titulaires d'une licence disposent de droits d'accès et d'interconnexion à leurs réseaux plus favorables que les autres fournisseurs de services, et peuvent être exemptés de l'application de législations spécifiques adoptées par les Etats et les administrations locales pour des activités déterminées. Contrairement aux autres fournisseurs de services, les exploitants généraux titulaires d'une licence ont divers droits en matière d'accès aux terrains et de servitudes. De même, contrairement aux autres fournisseurs de services, les exploitants généraux et les exploitants de services mobiles titulaires d'une licence ont diverses responsabilités, à savoir:

- contribuer au financement du service universel;
- assurer des appels locaux sans taxation à la durée aux clients résidentiels;
- détecter et réparer rapidement les pannes;
- taxer de manière exacte les appels;

- développer le réseau;
- moderniser le réseau;
- offrir des services d'annuaire;
- fournir des services à certaines catégories d'utilisateurs;
- communiquer des informations sur le trafic et la planification du réseau à d'autres exploitants à des fins d'interconnexion et de développement du réseau;
- donner des informations sur la facturation;
- fournir des technologies assurant l'égalité d'accès;
- assurer l'accès à des services et infrastructures supplémentaires;
- élaborer des plans de développement du secteur, satisfaire aux obligations en matière d'interconnexion et de tarification, ainsi qu'à un certain nombre d'autres obligations;
- coopérer avec les organismes chargés de faire respecter la loi;
- offrir les services d'un médiateur.

c) Transparence

La législation pertinente comprend la Loi de 1991 sur les télécommunications, la Loi de 1991 sur les télécommunications (Prélèvement destiné à financer le service universel), la Loi de 1991 sur les télécommunications (Droits de licence d'exploitant), la Loi de 1992 sur les télécommunications (Taxe de licence d'exploitant de services mobiles publics), la Loi de 1991 sur les télécommunications (Droits de numérotage), la Loi de 1992 sur les radiocommunications, la Loi de 1991 sur Telstra, la Loi de 1992 sur les services de radiodiffusion, la Loi de 1975 sur les acquisitions et prises de contrôle étrangères, la Loi de 1974 sur les pratiques commerciales.